



Distr. : GENERALE

E/CN.14/739

E/CN.14/PSD.1/25

20 mars 1980

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première session de la Conférence  
commune des planificateurs, statis-  
ticiens et démographes africains

Addis-Abéba, 24 mars - 2 avril 1980

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abéba, 3 - 8 avril 1980

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième session de la Commission/  
Sixième réunion de la Conférence des ministres

Addis-Abéba, 9-12 avril 1980

CORRELATION DES FACTEURS DEMOGRAPHIQUES EN MATIERE  
DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INCIDENCES  
DE CES FACTEURS EN AFRIQUE

CORRELATION DES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES EN MATIÈRE  
DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT ET INCIDENCES  
DE CES FACTEURS EN AFRIQUE

I. INTRODUCTION

Dans son discours d'ouverture de la troisième session de la Conférence des démographes africains, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a rappelé aux délégués que la commémoration du vingt et unième anniversaire de la création de la CEA dont la mission est de faciliter la transformation des conditions économiques et sociales d'un continent "qui se trouve à la croisée des chemins sur le plan du développement", est l'occasion toute indiquée de réfléchir aux causes et conséquences des conditions économiques et sociales de la région, et qu'il conviendrait à cette occasion de faire le bilan des succès et des échecs du passé en vue de mettre au point des stratégies clairement définies destinées à permettre un développement programmé des pays de la région et notamment une stratégie démographique, "la population d'un pays étant à la fois l'élément moteur et le bénéficiaire du développement".

La portée et la complexité des corrélations qu'implique tout processus de développement économique et social mettent en évidence la nécessité de prendre en ligne de compte toutes les variables pertinentes chaque fois qu'il s'agit de déterminer le rythme et l'orientation du développement et donc d'adopter une démarche multidisciplinaire dans la planification du développement. A cet égard, il est en réalité difficile d'imaginer que les variables démographiques puissent être laissées de côté, étant donné que ce sont elles qui déterminent dans une grande mesure, le rôle que la population - l'un des principaux agents de développement - peut jouer dans le processus de développement, lequel à son tour influe considérablement sur le rôle que cet agent est appelé à jouer durant la période de validité du plan. Malgré la complexité et la difficulté des corrélations à établir entre le facteur démographique et les autres facteurs de tout développement socio-économique, on commence à reconnaître en Afrique, particulièrement depuis la Conférence mondiale de la population en 1974, que les variables démographiques jouent un rôle majeur dans le processus de développement socio-économique et qu'il faut en conséquence en tenir davantage compte dans tous travaux de planification. On sait que les délégués des gouvernements africains ont grandement contribué à la rédaction définitive du Plan d'action mondial en matière de population qui souligne notamment la nécessité de considérer les politiques et programmes démographiques comme partie intégrante du processus de planification et non pas isolément ou comme programmes d'action conçus séparément dans le but d'accélérer le rythme du développement économique et social.

Il est certain que tout le monde ne s'entend pas sur le rôle réel des variables démographiques ni sur le genre d'incidences qu'elles exercent sur le processus de développement; leur incidence sur le développement socio-économique est toutefois de plus en plus reconnue même si elles-mêmes se trouvent influencées au cours de ce processus. La présente note se propose de passer en revue ou d'étudier certains aspects du rôle des variables démographiques dans le processus de développement ainsi que leurs incidences en vue de démontrer qu'il existe certaines influences dont il faut tenir compte, selon la manière dont le planificateur les conçoit au regard des aspirations de son gouvernement. Il convient de signaler que le rôle des facteurs démographiques dans le développement socio-économique est dans une grande mesure subordonné aux conditions qui prévalent dans le pays à un moment donné et à la manière de voir et d'exploiter ces conditions. C'est la raison pour laquelle il est difficile de comprendre Malthus et ses déclarations en matière de population à moins de les replacer dans le contexte de son époque.

## II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE ET INCIDENCES DE CELLE-CI

La population de la région africaine est faible par rapport à celle des autres régions du monde vu la superficie du continent. On estime que la population totale est passée de 275 millions en 1960 à 406 millions en 1975 et qu'elle atteindra vraisemblablement 828 millions en l'an 2000, ce qui signifie que le taux d'accroissement annuel qui était en moyenne de 2,6 p. 100 entre 1960 et 1975 devrait être de 2,9 p. 100 entre 1975 et 2000. Malgré ce taux d'accroissement élevé, la densité de la population estimée à 9 habitants au km<sup>2</sup> en 1960, est passée à 13 en 1975 et devrait être de 27 en l'an 2000. Il n'existe donc aucun problème de population par rapport à l'espace disponible dans l'ensemble de la région contrairement aux conditions prédominantes dans le reste du monde; il convient toutefois de signaler qu'il s'agit là d'une mesure assez simpliste qui ne tient aucun compte des ressources disponibles aux fins de développement.

Par ailleurs, les taux de fécondité restent encore très élevés et dans la plupart des cas, ne donnent aucun signe de baisse tandis qu'en même temps les taux de mortalité encore que relativement élevés par rapport au reste du monde, commencent à baisser, et d'une manière assez spectaculaire dans certains pays depuis ces dernières années. Le taux brut de natalité estimé à environ 46 p. 1000 entre 1975 et 1980 tombera vraisemblablement à 37 p. 1000 environ entre 1995 et 2000, tandis que l'on estime que le taux brut de mortalité tombera de 17 p. 1000 entre 1975 et 1980 à 10,6 p. 1000 entre 1995 et 2000. D'ici à l'an 2000 on pense que l'Afrique continuera d'avoir les taux de natalité et de mortalité les plus élevés par rapport aux autres régions du monde. Ce sont ces caractéristiques qui expliquent le taux élevé d'accroissement de la population sur le continent, taux qui ne fera probablement que grandir à l'avenir du fait que le taux de fécondité continuera d'être élevé tandis que le taux de mortalité ne cessera de diminuer au fur et à mesure de l'amélioration des services de santé et du relèvement général des niveaux de vie.

Le taux de fécondité élevé et le taux de mortalité décroissant expliquent la forte proportion d'enfants dans l'ensemble de la population, ainsi que le taux élevé des personnes à charge dont plusieurs gouvernements de la région ont déjà commencé à subir les conséquences dans le coût de l'éducation et d'autres services sociaux à dispenser à une population qui s'accroît rapidement. On compte que le pourcentage des jeunes (0-14 ans) actuellement estimé à 45 p. 100 de la population pourra au mieux être ramené à 42 p. 100, alors qu'ils sont et seront d'environ 25 p. 100 et 22 p. 100 respectivement dans les pays développés du monde. Par ailleurs, le pourcentage de la population active, entre 15 et 64 ans, ne devrait de son côté passer que de 52 p. 100 environ à 54 p. 100 seulement de la population totale. Pour ce qui concerne la répartition de la population entre zones rurales et urbaines, la région est en général caractérisée par une grande disparité dans la répartition de sa population entre pays et à l'intérieur des pays; multitude de petits agglomérations et villages, peu de petites villes et peu de grandes villes sont vite dans la plupart des cas surpeuplés. Même si le degré d'urbanisation est encore généralement faible dans beaucoup de pays, le taux d'accroissement de la population urbaine est très élevé.

Les incidences de la situation démographique de l'Afrique exposée ci-dessus en matière de développement socio-économique sont énormes. D'un point de vue démographique, les tendances générales devraient vraisemblablement être davantage contraignantes pour les économies de la plupart des pays africains, notamment pour certains secteurs de ces économies. Les domaines dans lesquels ces contraintes se feront vraisemblablement particulièrement sentir seront ceux de l'éducation, de l'emploi et de l'alimentation. Ces contraintes s'expliquent principalement par le fait que la population qui a besoin d'éducation, d'emploi et qui doit être nourrie adéquatement augmente à un rythme que la plupart des pays ne peuvent pas soutenir. Le tableau 1 ci-dessous montre l'accroissement de la population d'âge scolaire (5-24 ans), de la population active potentielle (15-64 ans) et de la population totale en Afrique. Ce que signifient ces chiffres pour les pays de la région sera examiné dans d'autres chapitres de la présente note. Face à ces caractéristiques démographiques du continent africain, différents gouvernements ont exprimé différentes opinions sur différents aspects des questions de population et leurs incidences pour le développement socio-économique. Au cours des années 1960-1970 la politique des Etats telle qu'elle ressort de nombreux plans de développement a été nataliste, favorisant donc des taux élevés de fécondité et des taux élevés d'accroissement de la population; on voyait en effet dans cette politique, le moyen d'assurer la force ouvrière nécessaire au développement des ressources naturelles du continent et d'un marché national en expansion. Bien que les attitudes semblent avoir progressivement changé au fil des ans, comme on le verra plus loin dans la présente note, beaucoup de pays ne semblent pas avoir sensiblement modifié leur politique, pour la raison principale que le problème continue d'être envisagé du point de vue densités de population, présentement relativement faibles dans beaucoup de pays.

### III. RAPPORTS ENTRE VARIABLES DEMOGRAPHIQUES ET DEVELOPPEMENT DANS CERTAINS SECTEURS

La nature précise des rapports complexes qui existent entre les tendances démographiques et le développement socio-économique diffère selon les régions et selon les pays et même à l'intérieur d'un même pays, en fonction des ressources disponibles et de la capacité à les exploiter dans différentes conditions. Les variables qu'il importe de considérer à cet égard sont la structure par âge et la densité de la population, les schémas d'habitat notamment migration interne et degré d'urbanisation et surtout le taux d'accroissement de la population par rapport à la croissance économique. Les rapports entre ces variables sont plus faciles à saisir dans certains secteurs où elles paraissent plus faciles à comprendre notamment dans le contexte africain, santé, éducation, main-d'oeuvre et emploi par exemple. Ces différents secteurs ne seront examinés qu'à titre d'exemples afin de mettre en lumière les problèmes et les potentialités des tendances démographiques pour le développement socio-économique de l'Afrique.

#### 1) Population et santé

Le rapport entre la population et la santé compte parmi les corrélations dont les effets ont été fort bien illustrés et ressentis dans beaucoup de pays en développement. On sait depuis longtemps que la santé influe directement sur les taux de mortalité et de morbidité et directement ou indirectement sur le taux d'accroissement et de fécondité. Elle influe aussi énormément sur la migration, la productivité et l'attitude à l'égard du travail. L'accroissement démographique (sur lequel joue la santé) joue à son tour sur la demande de services de santé. L'accroissement rapide des effectifs par exemple met sous pression les services de soins médicaux (dispensaires, etc.) et affecte en conséquence l'effort de développement. C'est ce qui se passe déjà en Afrique.

Bien que les taux de mortalité, notamment de mortalité infantile, continuent d'être relativement élevés dans beaucoup de pays africains par rapport à ceux des pays développés, il est hors de doute que ces taux ont fortement diminué dans tous les pays et même, dans certains cas, d'une manière spectaculaire. Les effets démographiques de ce phénomène en Afrique sont significatifs. L'amélioration de la santé, suite à l'adoption de services de santé modernes, a augmenté l'espérance de vie notamment pour les jeunes. Les gouvernements de la région ont depuis longtemps noté ce phénomène. Ainsi l'objectif du plan santé de la Tanzanie pour la période 1964-1969 était de porter l'espérance de vie à la naissance de 35 à 40 ans et jusqu'à 50 ans d'ici à 1980. Au Gabon, un plan analogue pour la période 1966-1971 visait la réorganisation des services de santé en vue de couvrir l'ensemble de la population et d'insister notamment sur la protection infantile.

Tableau 1. Estimation de l'accroissement de la population totale, de la population d'âge scolaire (5-24) et de la main-d'oeuvre potentielle (15-64) par pays entre 1975 et 2000

Pays	Population totale				Population d'âge scolaire (5-24)				Main-d'oeuvre potentielle (15-64)			
	Année	Nombre (en milliers)	Accroissement en pourcentage entre 1975-2000	Taux d'accroissement annuel (%)	Année	Nombre (en milliers)	Accroissement en pourcentage entre 1975-2000	Taux d'accroissement annuel (%)	Année	Nombre (en milliers)	Accroissement en pourcentage entre 1975-2000	Taux d'accroissement annuel (%)
Tunisie	1975	5 608	70,0	1,2	1975	2 677	49,0	1,6	1975	2 955	104,0	2,9
	2000	9 563				3 994				6 034		
Tanzanie	1975	15 393	120,0	3,2	1975	6 914	133,0	3,4	1975	7 927	121,0	3,2
	2000	33 794				16 133				17 510		
Somalie	1975	3 170	97,0	2,8	1975	1 514	92,0	2,7	1975	1 680	104,0	2,9
	2000	6 260				2 921				3 424		
Sierra Leone	1975	3 045	99,0	2,8	1975	1 354	108,0	3,0	1975	1 623	99,0	2,8
	2000	6 056				2 823				3 228		
Rwanda	1975	4 120	119,0	3,2	1975	1 892	129,0	3,4	1975	2 120	119,0	3,2
	2000	9 009				4 345				4 631		
Lesotho	1975	1 192	75,0	2,3	1975	511	82,0	2,4	1975	659	84,0	2,5
	2000	2 089				931				1 214		
Total Afrique	1975	406 000	104,0	2,9	1975	184 892	109,0	3,0	1975	212 257	112,0	3,1
	2000	828 000				387 118				450 459		

Source : a/ Division de la population, Nations Unies, New York - Tendances et perspectives de la population mondiale par pays entre 1950 et 2000.

La réduction de la mortalité est l'une des principales raisons de l'augmentation du pourcentage de jeunes dans les populations africaines, dont nous illustrons les incidences majeures dans le chapitre suivant de la présente note. Encore que l'effet de l'amélioration de la santé sur la fécondité soit plus difficile à évaluer, il est généralement reconnu qu'une meilleure santé permet à davantage de femmes en âge de procréer de vivre plus longtemps et de participer au processus de reproduction, ce qui, toutes choses étant égales par ailleurs, accroît le niveau général de fécondité 1/. L'absence de certaines maladies très répandues telles que le paludisme et les maladies vénériennes contribue également à réduire les "manques à naître" 2/ et donc à accroître le taux de fécondité. On sait que le paludisme, par exemple, est responsable d'un grand nombre d'avortements spontanés dans beaucoup de pays africains; son éradication contribuera donc à accroître le nombre de grossesses aboutissant à des naissances vivantes. Un autre effet probable de la réduction de la mortalité infantile et juvénile généralement admis, c'est que les mères souhaiteront finalement avoir moins d'enfants dès lors que ne subsiste plus la nécessité d'en avoir beaucoup afin d'assurer la survie du nombre d'enfants souhaité.

L'amélioration de la santé tout au moins à court terme signifie donc l'augmentation du taux d'accroissement de la population. On ressent déjà en Afrique cet état de fait par suite de la forte réduction du taux de mortalité à laquelle vient s'ajouter un taux de fécondité qui demeure élevé. Cet état de choses, à son tour, exige de redoubler d'efforts de développement socio-économique dans tous les domaines afin de pourvoir aux besoins de la population en matière de nourriture, logement, éducation etc. et créer pour elle davantage de possibilités d'emploi. L'éradication de maladies endémiques peut également avoir une incidence sur la répartition de la population. C'est ainsi que l'éradication de l'onchocercose, actuellement répandue dans certaines zones du bassin de la Volta en Afrique de l'Ouest, devrait en fin de compte modifier la répartition de la population (actuellement clairsemée) dans les zones où sévit cette maladie.

Une meilleure santé favorise également le développement économique : elle accroît la productivité des travailleurs, augmente le rendement économique et améliore la répartition et la consommation de biens, mais elle peut aussi entraver le

---

1/ Weeks, J.R. (1970) Urban and Rural Natural Increase in Chile (Augmentation naturelle des populations urbaines et rurales au Chili), Milbank Memorial Fund Quarterly, 48, 71.

2/ Organisation mondiale de la santé (1979), Tendances et perspectives de la santé dans leurs rapports avec la population et le développement. Note présentée à la Conférence mondiale de la population, Bucarest, 1974.

développement par le nombre plus grand des personnes à charge ou le nombre plus grand de chômeurs. L'eau potable, l'amélioration de l'alimentation et des conditions d'hygiène contribuent aussi à l'amélioration de la santé. On sait depuis longtemps la corrélation qui existe entre le niveau de nutrition et le taux de mortalité infantile. Finalement il faut aussi indiquer que certains projets spécifiques de développement peuvent nuire à la santé. Il n'est que de citer pour exemple le rôle des lacs artificiels sur la propagation de certaines maladies telles que la bilharziose, en l'absence de toutes mesures pour limiter les risques. Les liens entre la santé et le développement socio-économique, de par l'influence de celle-ci sur les variables démographiques, pourraient donc être très forts et ne sauraient donc être ignorés d'autant que l'amélioration de la santé demeure l'objectif que l'homme s'efforce d'atteindre comme il ressort de tous les plans de développement, au titre de l'amélioration de la qualité de la vie.

Malgré tous les avantages que les pays africains sont parvenus et pourraient encore parvenir à obtenir de la médecine moderne notamment grâce à l'augmentation sensible de l'espérance de vie à la naissance, ils n'en n'ont obtenu le maximum et ce pour plusieurs raisons. La première c'est que les installations et services de santé sont centralisés dans les zones urbaines, la majorité de la population ne pouvant dès lors en bénéficier. On estime dans certains pays que 70 à 80 p. 100 de la population ne peuvent disposer des services de santé. Deuxièmement les services de santé, s'ils existent, sont encore rares dans les zones rurales et dans les bidonvilles urbains à cause surtout de la répartition inadéquate des installations et du personnel sanitaires qui, généralement, essaye d'éviter les zones peu attrayantes et difficiles. Troisièmement, les services de santé dispensent essentiellement, et dans les hôpitaux, une médecine curative par conséquent très coûteuse et donc peu accessible à la majorité des gens; et l'on sait pourtant qu'une médecine préventive et les services de santé publique dispensés à moindre coût permettent d'éviter la majorité des décès. D'après un rapport de l'OMS (1974), il ressort que dans beaucoup des pays où l'espérance de vie est moins de 45 ans, 20 p. 100 de tous les décès enregistrés sont dus à des maladies infectieuses qui pourraient être sensiblement réduites grâce à l'application de programmes de médecine préventive et de santé publique quelle que soit la lenteur du développement économique <sup>1/</sup>. Quatrièmement, on a adopté, sans essayer de les adapter aux pays africains, les systèmes sanitaires de type occidental. Et puis il y a cette intense pénurie de personnel, dont la formation, selon le présent système, est coûteuse, dure longtemps et ne suffit pas aux besoins. Une autre cause qu'on ne saurait ignorer c'est le peu d'empressement du personnel médical formé et notamment du médecin, à modifier le système pour l'adapter aux pays

---

<sup>1/</sup> OMS 1974, idem.



pauvres dans lesquels ils exercent. Enfin, les crédits habituellement alloués aux services de santé dans les budgets nationaux sont insuffisants par rapport aux besoins.

Tout ceci confirme l'impérieuse nécessité de réformer les services de santé dans les pays de la région afin de permettre à la majorité de la population d'en retirer le maximum de bénéfice. Si l'on n'adopte pas ce genre de réformes pour tenter de pallier les insuffisances existantes, les services de santé publique seront toujours inadéquats et accessibles qu'aux seuls rares bénéficiaires des zones urbaines.

## 2) Population et éducation

Les rapports entre la population et l'éducation, comme les autres d'ailleurs, sont des rapports très complexes car ni l'éducation, ni la population ne sauraient être étudiées indépendamment des autres variables dont il faut tenir compte dans le processus de développement socio-économique. Toute modification des variables de la population telles les schémas de fécondité et de mortalité et leurs tendances, qui déterminent le taux d'accroissement de la population ainsi que la proportion de la population qui doit avoir généralement accès à l'éducation, s'inscrit dans les modifications sociales et culturelles générales. Si, dans certaines circonstances, il existe un lien entre les familles nombreuses et la pauvreté, la malnutrition, la maladie et le chômage, qui, de leur côté, peuvent être imputés à la médiocrité et à l'inadaptation des systèmes scolaires, dans d'autres circonstances historiques et dans des zones sous-peuplées, des taux élevés de fécondité qui impliquent souvent des familles nombreuses peuvent contribuer au développement économique et fournir ainsi des ressources pouvant être utilisées au financement de l'éducation et d'autres services sociaux 1/.

Un trait généralement commun à tous les plans de développement en Afrique c'est le souci des gouvernements de fournir à leurs ressortissants l'éducation nécessaire et la grande part des budgets nationaux allouée à l'éducation. Ce souci des gouvernements s'explique premièrement par leur désir de procurer aux fins du développement économique et social une main-d'œuvre qualifiée et deuxièmement par le fait qu'ils considèrent l'éducation comme un bien en soi et en fait, depuis quelque temps, comme un droit de l'homme. Toutefois, malgré ces bonnes intentions et l'accroissement considérable, ces dernières années, de la proportion scolarisée de la population mondiale, il n'en est pas moins vrai qu'une plus grande proportion encore, qui le souhaiterait pourtant, n'a pas accès à

---

1/ UNESCO, 1974, Population et éducation - note présentée par l'UNESCO à la Conférence mondiale de la population (traduction libre).

l'école. Ainsi, selon l'UNESCO, alors que l'éducation primaire universelle est déjà une réalité dans quelques pays, elle n'est dans beaucoup d'autres qu'un objectif déclaré et lointain 1/ qui ne se réalisera peut-être jamais malgré toute la bonne volonté des individus comme des gouvernements. C'est notamment le cas de nombreux pays africains, du fait que le taux d'accroissement de la population d'âge scolaire est plus élevé que le taux de scolarisation.

D'après les données fournies par l'UNESCO, les taux de scolarisation se sont accrus beaucoup plus rapidement dans la génération d'après la seconde guerre mondiale que jamais auparavant dans l'histoire. De 1950 à 1960, le nombre d'élèves (écoles) et d'étudiants (universités) a augmenté de 102 millions. L'accroissement a été plus rapide encore au cours de la décennie suivante; entre 1960 et 1968, le nombre total des inscriptions dans les trois principaux niveaux d'enseignement est passé de 325 millions à quelque 460 millions (soit une augmentation de 135 millions, ou de plus de 40 p. 100). Ce taux est 100 fois supérieur au taux correspondant de l'accroissement de la population d'âge scolaire et 135 fois supérieur à l'accroissement de la population mondiale au cours de la même période 2/.

Des renseignements dont on dispose sur les pays africains, il ressort que les tendances sont les mêmes que celles indiquées ci-dessus. En Tanzanie, par exemple, le nombre d'inscrits dans le premier niveau a doublé alors qu'il faisait plus que quintupler en Somalie entre 1965 et 1975. D'autres pays ont également enregistré quelques augmentations spectaculaires encore que moins grandes qu'en Tanzanie et en Somalie. La différence s'explique cependant en partie par le ralentissement constaté dans les pays qui avaient déjà fait auparavant des progrès spectaculaires. C'est au Rwanda que cette tendance est le plus manifeste. Mais même dans ce pays, l'augmentation du nombre d'inscriptions dans les écoles a atteint 21 p. 100, alors qu'elle était de 32, 33 et 63 p. 100 respectivement au Lesotho, en Tunisie et en Sierra Leone. Le nombre d'inscrits dans le deuxième niveau a été encore plus spectaculaire dans tous ces mêmes pays : de 50 p. 100 au Rwanda à 300 p. 100 au Lesotho. Pour le troisième niveau les augmentations ont été plus spectaculaires encore, mais ces augmentations s'expliquent en partie par le très faible chiffre de base de 1965 3/.

Au niveau du continent, le nombre d'inscriptions a augmenté de 68 p. 100 pour le premier niveau, de 174 p. 100 pour le deuxième et de 189 p. 100 pour le troisième entre 1965 et 1975. Pour les trois niveaux l'augmentation totale a été

---

1/ UNESCO, idem (traduction libre).

2/ UNESCO, idem (traduction libre).

3/ UNESCO - Annuaire statistique, 1977.

de 80 p. 100 durant la même période. La tendance de la demande de la généralisation de l'éducation est très clairement et brièvement indiquée par l'UNESCO : l'éducation, domaine autrefois réservé à quelques-uns, est actuellement le souci commun de tous. Sous toutes ses formes, l'éducation scolaire et extra-scolaire au cours des dix dernières années est devenue la plus grande industrie du monde, engageant plus de gens et d'argent que toute autre activité humaine 1/.

Pourtant malgré tous ces efforts, les gouvernements se rendent compte que le nombre d'enfants qu'ils ne peuvent pas prendre en charge dans les écoles continue d'augmenter au-delà de leurs prévisions. S'il est vrai que de nombreux facteurs expliquent l'augmentation du nombre des élèves il est également hors de doute que la croissance démographique explique en partie et est en fait la principale cause de la situation actuelle, qui voit les besoins de ressortissants encore nombreux non satisfaits. C'est un fait que les chefs de gouvernement des Etats africains se doivent de reconnaître. Il est suffisamment prouvé que même avec l'augmentation phénoménale du nombre d'établissements scolaires et du nombre de ceux qui en bénéficient, le nombre d'analphabètes continue et continuera d'augmenter. L'UNESCO dans sa note présentée à la Conférence mondiale de la population de Bucarest indique qu'entre 1960 et 1968 la proportion d'enfants d'âge scolaire fréquentant les écoles primaire ou secondaire n'est passée que de 24 p. 100 à 28 p. 100 en Afrique, de 36 p. 100 à 45 p. 100 en Asie, de 40 à 51 p. 100 en Amérique latine et de 28 à 38 p. 100 dans les pays arabes. Un autre facteur troublant c'est qu'il ressort de statistiques plus récentes sur l'effectif scolaire inscrit que le taux de progression a une tendance générale à baisser, en d'autres termes que le nombre d'inscrits dans les écoles continue d'augmenter mais pas aussi rapidement qu'entre 1960 et 1965, la croissance de la population ne s'étant pas ralentie pour autant 2/.

Il vaut la peine de signaler que la population d'âge scolaire en Afrique est passée de 123 millions en 1960 à 152 millions en 1968, soit une augmentation de 24 p. 100. A tous ceux qui n'ont pu entrer à l'école, il faut ajouter tous ceux qui ont abandonné en cours de scolarité dont le nombre n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années.

Il ressort également du tableau 1 que malgré l'augmentation de l'effectif scolaire inscrit dans différents pays, le nombre d'élèves effectivement inscrits ne représente qu'une petite proportion du nombre de ceux qui doivent aller à

---

1/ UNESCO, 1974, Population et éducation - Note présentée par l'UNESCO à la Conférence mondiale de la population (traduction libre).

2/ UNESCO - idem (traduction libre).

l'école. Ainsi en Tunisie la proportion d'inscrits représentait en 1965 42 p. 100 de la population en cause, soit la population d'âge scolaire et seulement 45 p. 100 en 1975. Au Rwanda et au Lesotho, ces proportions sont en fait passées de 24 à 23 p. 100 au Rwanda et de 61 à 47 p. 100 au Lesotho, ceci signifie que le nombre d'analphabètes augmente, en partie parce que dans beaucoup de pays, le taux d'accroissement de la population d'âge scolaire est très rapide et en fait plus rapide que le taux d'accroissement de la population totale comme il ressort du tableau 1. A l'échelon régional, la situation est encore pire, le pourcentage de la population scolarisée ne représentant que 22 p. 100 de la population d'âge scolaire en 1965 et 29 p. 100 en 1975.

A l'exception de la Tunisie, l'augmentation relative de la population d'âge scolaire devrait vraisemblablement être supérieure à l'augmentation de la population totale dans tous les autres pays. Ainsi en Tanzanie par exemple, alors qu'on s'attend à une augmentation de 120 p. 100 dans le total de la population, l'augmentation de la population d'âge scolaire prévue, sera, elle, de 113 p. 100 entre 1975 et l'an 2000. Des augmentations analogues, encore que légèrement plus faibles sont également escomptées en Sierra Leone, au Rwanda et au Lesotho. A l'échelon continental on s'attend pour la même période à 109 p. 100 d'augmentation de la population d'âge scolaire et à 104 p. 100 d'augmentation de la population totale. Le cas de la Tunisie est une illustration parfaite de l'effet de la baisse de la fécondité sur le volume de la population d'âge scolaire. L'augmentation de la population totale devrait être de l'ordre de 70 p. 100 alors que celle de la population d'âge scolaire ne devrait être que de 49 p. 100 au cours de la même période. On prévoit en effet que le taux de fécondité, qui est déjà en baisse, devrait continuer de baisser au cours de la période 1975-2000. Mais même dans ce cas, le taux annuel d'accroissement de la population d'âge scolaire devrait sans doute comme dans les autres pays être plus élevé que celui de la population totale.

Les chiffres ci-dessus indiquent dans une certaine mesure les effets de la croissance démographique sur la demande en matière d'éducation. Le fait est que la population d'âge scolaire à satisfaire est généralement déterminée par le rapport entre tendance fécondité antérieure et mortalité. Etant donné que les taux de fécondité demeurent élevés et que la mortalité, notamment dans les premières années de la vie, a tendance à baisser en Afrique, la population d'âge scolaire doit nécessairement augmenter plus rapidement que la population totale. La structure particulière de population jeune qui résulte de cette tendance complique le problème des moyens éducationnels à fournir si vitaux, à long terme, pour le développement socio-économique. Beaucoup de gouvernements savent depuis longtemps déjà la lourde charge que représente pour eux le coût des enseignants, du matériel et équipement et des établissements à fournir. Le tableau 2 ci-après

Tableau 2. Montant estimatif des allocations budgétaires de certains Etats à l'éducation nationale

Montant alloué à l'éducation en pourcentage du :	Année	P A Y S					Total
		Algérie	Bénin	Côte d'Ivoire	Kenya	Burundi	Botswana Afrique
Budget total national	1965	14,8	26,8	21,2	18,3	20,0	10,1
	1970	12,9	29,8	24,1	14,4	25,8	12,3
	1975	14,3	39,0	35,3	20,5	22,7	12,7
Produit national brut	1965	4,0	3,8	5,4	4,6	2,0	4,4
	1970	5,9	4,5	6,7	4,1	2,6	4,8
	1975	6,1	6,0	7,3	5,7	2,4	7,2
							5,7

Source : Annuaire statistique de l'UNESCO, 1977.

indique les dépenses consacrées à l'éducation dans certains pays et donne une estimation de celles-ci pour l'ensemble de la région. Si lorsqu'on réfléchit aux sommes tellement importantes consacrées à l'éducation d'une proportion relativement faible par rapport à tous ceux qui en ont besoin alors qu'il existe d'autres domaines tout aussi importants - la santé par exemple - qui réclament l'attention, alors peut-on vraiment avoir une idée du poids de la charge ?

Les fortes augmentations de la population d'âge scolaire sont non seulement une surcharge excessive pour les installations et services scolaires mais elles sont responsables de la tendance à sacrifier dans une certaine mesure la qualité de l'enseignement. Ainsi de nombreux pays se sont-ils trouvés dans l'obligation d'accroître considérablement les rapports élèves-instituteurs et de recourir de plus en plus au système de "deux sessions par jour", ou au système de "roulement", que la majorité des parents généralement détestent car à leur avis, les enfants ne passent pas suffisamment de temps à l'école. Par ailleurs, on peut se consoler à l'idée qu'un accroissement rapide de la population, précisément en raison des problèmes qu'il pose aux établissements et services scolaires existants, peut aussi provoquer les réformes de l'enseignement si nécessaires.

Le rapport établi entre le niveau de l'éducation et le taux de fécondité est également d'importance. Si maigres soient-elles, les données dont on dispose indiquent qu'il existe une relativement grande corrélation entre un taux d'alphabétisation ou de scolarisation élevé et le taux de fécondité. Tout semble indiquer que plus le niveau de scolarisation des femmes est élevé plus le taux de fécondité est faible, encore qu'il faille un certain nombre d'années de scolarité pour que la différence soit notable. Cette différence dans le taux de fécondité s'explique notamment par le fait que les filles passent un plus grand nombre de leurs jeunes années à l'école et qu'elles restent donc plus longtemps hors du processus de reproduction. En outre, les femmes qui sont allées à l'école souhaitent pouvoir continuer de travailler au dehors, ce qui les pousse à mieux espacer leurs enfants et même à en diminuer le nombre. C'est en partie pour cette raison que les pays africains, lors de la Conférence mondiale de la population à Bucarest, ont soutenu la thèse que le développement entraînerait de soi une régression du taux de fécondité sans que les gouvernements aient besoin d'élaborer des politiques démographiques et des programmes pour atteindre cet objectif. Toutefois, c'est là un phénomène dont l'Afrique n'a pas encore pu beaucoup profiter car les femmes restent encore très peu scolarisées et travaillent encore très peu à l'extérieur, ce qui explique qu'elle n'ait pas encore atteint le stade où le taux de fécondité pourrait sensiblement être réduit.

L'enseignement favorise également l'innovation, facilite la mobilité sociale, et réduit donc ainsi les inégalités sociales. C'est ainsi par exemple que des idées nouvelles dans le domaine de la santé ont contribué à réduire la mortalité en Afrique. Il faut absolument accepter et enseigner les idées nouvelles. C'est ainsi que les enfants auront plus de chance de survivre si la mère est plus dégagée des traditions, s'emploie à répartir équitablement la nourriture entre tous les membres de la famille et à les traiter de la même manière et si elle prend toutes les précautions nécessaires en matière de santé dans la gestion journalière de son foyer. Enfin, on ne saurait oublier l'objectif principal de l'éducation que se sont assignés les gouvernements : pourvoir aux compétences nécessaires à la population pour le développement socio-économique et donc améliorer la qualité de la main-d'oeuvre, sa productivité et, en fin de compte, accélérer le rythme du développement socio-économique du pays.

Il ressort des renseignements fournis que le désir de doter la population des compétences nécessaires à un rapide développement et de faire de l'éducation un droit universel de l'homme a échappé à maints gouvernements africains pour un certain nombre de raisons dont l'une des plus importantes est la dynamique des populations. Comme nous l'avons déjà démontré le nombre de jeunes augmente rapidement, ce qui accroît rapidement le taux de la population d'âge scolaire. C'est là une caractéristique importante de la dynamique démographique qui mérite d'être notée et retenue en Afrique notamment si l'on veut que la population acquière les compétences et le degré d'alphabétisation nécessaires à la modernisation de la société.

Il convient de signaler toutefois qu'en plus du taux d'accroissement de la population qui a de toute évidence contribué à l'incapacité pour les gouvernements d'assurer l'éducation de leurs ressortissants, il y a d'autres facteurs institutionnels auxquels ils se sont heurtés et continueront de se heurter s'ils n'entreprennent au plus tôt les réformes indispensables. A cet égard, il convient de se poser une question importante : l'Afrique doit-elle nécessairement conserver les systèmes et modes d'enseignement hérités des puissances coloniales, avec tous les inconvénients déjà mis en évidence ? Il est jusqu'à présent manifeste que le nombre d'enfants qui ne peuvent pas être scolarisés, malgré toute la bonne volonté et les efforts déployés, continue d'augmenter; le rapport élèves-instituteurs continue de croître notamment au niveau primaire, alors qu'il diminue dans le reste du monde. Les fournitures scolaires se font chaque année plus rares dans beaucoup de pays, en raison de la pénurie de devises étrangères nécessaires à leur importation et tous les pays ont de plus en plus de difficultés à fournir les locaux scolaires nécessaires. Et pourtant, malgré toutes ces difficultés, beaucoup de pays continuent de s'en tenir au système d'internat, notamment aux deuxième et troisième niveaux et à d'autres traditions et pratiques qui ne permettent de satisfaire qu'un nombre de moins en moins grand d'élèves chaque année.

Même pour ce qui est de la matière enseignée, on estime depuis longtemps dans maints pays africains que le type d'enseignement dispensé à la population ne la dote pas des compétences propres à favoriser le développement socio-économique rapide, nécessaire en Afrique pour améliorer la qualité de la vie. D'une façon générale l'enseignement a été jusqu'ici trop théorique et de type académique alors qu'il aurait fallu que sa formation soit plus technique, de sorte que la population s'est trouvée plus préparée à des fonctions bureaucratiques. Même la structure des salaires et la structure sociale ont encouragé et perpétué ce type de tendance du développement de l'éducation et dissuadé nombre d'élèves de poursuivre des études techniques, notamment au niveau intermédiaire où on note un goulet d'étranglement. En conséquence, les systèmes d'enseignement ont toujours produit un grand nombre de jeunes possédant des compétences non utilisables, un petit nombre possédant des compétences utilisables avec pour résultat un grand nombre de personnes instruites et sans emploi.

Bien que les failles du système en vigueur aient déjà été reconnues, beaucoup de pays n'ont pas encore trouvé le courage d'entreprendre les innovations nécessaires pour renverser la tendance. De toute évidence, il faut réformer les systèmes éducationnels en Afrique au bénéfice de la majorité de la population, qui ne peut rien retirer des systèmes en place. Le moment est venu d'adopter des mesures radicales qui n'appelleront pas la fourniture d'installations aussi coûteuses et d'orientation aussi étrangère que celles dont nous disposons aujourd'hui. L'éducation ne doit pas seulement comprendre les programmes de type strictement scolaire, elle doit aussi fournir des moyens de formation au bénéfice de tous ceux qui seront appelés à utiliser les instruments les plus complexes du développement 1/. Il est très déplorable, par exemple, que presque tous les pays d'Afrique tirent la plupart de leurs revenus de l'agriculture et que cependant l'enseignement dispensé aux jeunes soit du genre qui leur fasse haïr les travaux agricoles et aimer davantage les emplois bureaucratiques qui les font émigrer vers les zones urbaines. Il conviendrait de s'attacher davantage aux abandons en cours de scolarité qui ont tendance à augmenter dans la région, afin de les récupérer et de les doter des compétences nécessaires au développement, au lieu d'en faire des semi-éduqués sans compétences utilisables et sans emploi. Il conviendrait d'encourager une plus grande utilisation des langues vernaculaires afin d'obtenir un plus grand nombre d'alphabètes, ce qui permettrait d'améliorer le niveau de vie des populations adultes des zones rurales. On pourrait pallier la pénurie d'enseignants par un plus grand recours aux méthodes d'auto-enseignement. Finalement, il faut adopter un système d'enseignement qui soit moins tributaire des importations et créer les industries capables de produire localement les fournitures scolaires de manière à réduire le coût de l'enseignement et à ne plus le faire dépendre de la disponibilité de devises étrangères.



### 3) Population, main-d'oeuvre et emploi

Il ressort clairement des déclarations des gouvernements des pays africains dans leurs plans de développement que beaucoup d'entre eux se rendent compte qu'il existe un certain rapport entre la population, et notamment l'accroissement de la population et la main-d'oeuvre offerte. Ce qui manque dans la plupart de ces déclarations c'est que ces plans n'offrent pas une analyse approfondie de ces rapports et l'analyse qu'ils donnent risque donc d'être parfois imparfaite. Il n'est pas très surprenant que la plupart des gouvernements aient reconnu l'évidence du rapport entre la population en tant que source de main-d'oeuvre et la main-d'oeuvre elle-même car aucun n'ignore que la main-d'oeuvre est un agent puissant et indispensable de toute production.

C'est pourquoi les gouvernements reconnaissent qu'une population croissante fournit une offre croissante de main-d'oeuvre au service de l'économie ou du développement socio-économique. "Non seulement une population active en augmentation constitue un facteur d'expansion de la production et de la croissance économique mais elle presse l'économie de créer des emplois et le secteur des services d'entreprendre des programmes d'enseignement et de formation pour empêcher le gaspillage des ressources en main-d'oeuvre" <sup>1/</sup>, renforçant l'efficacité et l'utilité de la main-d'oeuvre dans le processus de production. Il semble que la pression évoquée ci-dessus soit ressentie dans beaucoup de pays africains, ce qui explique qu'ils aient saisi le rapport entre l'accroissement de la population et la croissance de la main-d'oeuvre.

La population totale étant la principale, ou plus précisément la seule source de main-d'oeuvre, il est manifeste que tout ce qui touche à la population aura une incidence sur la main-d'oeuvre. Cette incidence peut être soit quantitative ou qualitative grâce aux transformations apportées par l'éducation de la population absolument essentielle à l'augmentation de la productivité de la main-d'oeuvre. Du point de vue quantitatif, les principaux facteurs de la croissance démographique sont la fécondité, la mortalité et, dans certains cas également la migration. Tout ce qui peut accroître la population totale accroît aussi en fin de compte l'offre de main-d'oeuvre, et inversement tous les facteurs qui réduisent la population totale réduisent également le volume de la main-d'oeuvre sinon immédiatement, du moins à long terme.

---

<sup>1/</sup> Commission économique pour l'Afrique, 1971, L'accroissement de la population et le développement économique et social en Afrique, (E/CN.14/POP/46) - (Examen de monographies).

Avec les taux élevés de fécondité et la régression de la mortalité à l'origine du rythme d'accroissement rapide de la population, la main-d'oeuvre augmente rapidement aussi; en fait dans de nombreux pays cette main-d'oeuvre augmente plus rapidement que les emplois. La composition par âge de la population d'un pays donne généralement à la fois une indication du potentiel de main-d'oeuvre et de la charge qu'implique pour la population adulte ou la population active, l'entretien des jeunes et des personnes âgées. L'un des traits les plus saillants de la population des pays d'Afrique c'est sa jeunesse. Dans la plupart des pays africains le groupe d'âge 0-14 représente environ 43 p. 100 au moins de la population alors que ce groupe ne représente que 25 p. 100 dans un pays développé type. Etant donné cette forte proportion d'enfants la population appartenant au groupe d'âge 15-64 qui devrait normalement constituer la main-d'oeuvre, n'est que d'environ 52 p. 100 contre généralement environ 62 p. 100 dans un pays développé. C'est une tendance qui se poursuivra en Afrique pendant quelque temps encore étant donné que le rapport entre les variables susceptibles d'infléchir cette tendance ne changera pas vraisemblablement de manière sensible dans l'avenir immédiat.

Malgré la forte proportion de jeunes et le temps nécessaire aux membres de ce groupe d'âge pour rejoindre les rangs de la main-d'oeuvre (quinze ans généralement en moyenne), les renseignements dont on dispose montrent que la main-d'oeuvre s'accroît également très rapidement, dans certains cas plus rapidement que la population totale, comme il ressort du tableau 1 qui indique que, dans beaucoup de pays, l'accroissement de la main-d'oeuvre potentielle ou de la source de main-d'oeuvre, soit la population âgée de 15 à 64 ans, sera entre 1975 et l'an 2000 relativement supérieur ou égal à l'accroissement de la population totale. A l'échelle du continent, la main-d'oeuvre potentielle augmente annuellement de 3,1 p. 100, tandis que la population totale augmente de 3 p. 100. Pendant la même période l'accroissement total prévu est de 112 p. 100 pour la main-d'oeuvre potentielle et de 104 p. 100 pour la population totale. C'est encore la Tunisie qui illustre bien les incidences d'une fécondité en régression. Ainsi donc tandis que la proportion des jeunes décroît, la population en âge de travailler augmente. La situation sera pire encore en Afrique du fait que les enfants comme ils ne sont pas à l'école, accèdent au marché du travail plus tôt que leurs homologues des pays développés.

Par ailleurs les perspectives d'emploi de cette main-d'oeuvre croissante ne sont pas très brillantes en Afrique, car le développement économique et social n'a pas été aussi rapide que l'accroissement de la population, spécifiquement de

la main-d'oeuvre. On a estimé qu'en Egypte par exemple, 17 p. 100 environ de la main-d'oeuvre sera sans emploi en 1980 et 18 p. 100 en 1985. Ces chiffres, encore qu'ils doivent baisser ne descendront pas en deçà de 12 p. 100 environ en l'an 2000 1/.

Dans plusieurs pays africains, les migrations ont une incidence importante sur l'offre de la main-d'oeuvre. Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Nigéria, et le Ghana (notamment entre 1960 et 1970) sont très fortement tributaires de la main-d'oeuvre migrante, venue de pays voisins. En revanche, des pays comme le Malawi, le Lesotho, le Botswana et le Swaziland perdent des travailleurs au profit de la République sud-africaine, tandis que les travailleurs tunisiens, algériens et marocains émigrent vers l'Europe. Aujourd'hui, le chômage qui affecte lourdement ce dernier groupe de pays peut être considéré dans un certain sens comme bénéfique pour les pays d'origine de cette main-d'oeuvre, encore que la perte de main-d'oeuvre qualifiée doive aussi être prise en ligne de compte. Par ailleurs, il importe de réfléchir à ce qui se passera si le rythme du développement socio-économique s'accélère et qu'on ait véritablement besoin de la main-d'oeuvre émigrée. Il n'est pas facile de prévoir si le sens des migrations changera ou non en faveur des pays qui fournissent actuellement leur main-d'oeuvre à d'autres pays.

Certaines décisions d'ordre politique et économique prises récemment par quelques gouvernements de la région illustrent l'incidence, sur ces pays, de leur politique en matière de migration. On reconnaît maintenant que l'expulsion en masse des étrangers au Ghana (1969) et en Ouganda (1971) a en fin de compte touché le rythme du développement économique de ces pays, en les privant d'une main-d'oeuvre vitale dans certaines industries. On rapporte qu'au Ghana l'industrie du cacao a souffert du fait de son extrême dépendance sur les travailleurs expulsés. Si l'on considère que le Ghana tire plus de 60 p. 100 de ses recettes en devises étrangères de l'industrie de cacao, on conçoit sans peine les incidences de cette politique sur l'économie du pays. En dehors même des effets directs de cette politique sur l'économie il risque d'y en avoir d'autres qui ne sauraient être exposés ici. De même en Ouganda l'expulsion des étrangers de ce pays l'a privé d'une main-d'oeuvre qualifiée : cette mesure n'a donc pas eu les effets salutaires qu'elle aurait dû avoir sur l'économie. Ces deux pays, et notamment le Ghana, ont donné comme une des raisons de leur décision la nécessité de réduire le chômage parmi leurs ressortissants; l'expulsion des étrangers a toutefois produit d'autres effets qui auraient pu être évités.

---

1/ Mustafa Abd-El-Ghani Wabbe (1979) The Structure of the Labour Force in the Egyptian Economy up to the year 2000. (Structure de la force ouvrière dans l'économie égyptienne d'ici à l'an 2000).

De même que les autres variables déjà examinées dans la présente note, le développement socio-économique a aussi certaines incidences sur la main-d'oeuvre dont certaines sont déjà manifestes dans beaucoup de pays africains. La première de toutes, c'est la réduction des taux d'activités spécifiques des très jeunes principalement en raison de l'expansion des moyens d'enseignement qui retiennent davantage qu'auparavant les jeunes hors du marché du travail. C'est une tendance commune de nombreux pays africains. Pour beaucoup de pays d'Afrique où les enfants commencent généralement à travailler très tôt dans la vie, les répercussions pourraient être énormes si l'enseignement, notamment l'enseignement secondaire, pouvait être généralisé, à savoir : plus grand nombre d'établissements scolaires et d'enseignants et plus grande possibilité d'en bénéficier.

La seconde de ces incidences c'est la plus grande participation des femmes au développement socio-économique. Au fur et à mesure du développement de l'enseignement les femmes auront davantage tendance à travailler au dehors et contribueront ainsi à accroître la main-d'oeuvre offerte, ce qui pourra être un bien ou un mal, selon que l'économie sera capable ou non d'absorber le nombre croissant de femmes sur le marché du travail. Cette incidence pourrait être extrêmement importante dans les pays de l'Afrique du Nord notamment où l'on sait que l'activité des femmes a été par le passé très réduite. A cet égard, l'incidence de cette tendance sur la fécondité risque d'être très grande. Généralement pour pouvoir travailler dans le secteur moderne les femmes auront tendance à espacer les naissances et, en fait, à avoir moins d'enfants, pour beaucoup de raisons, également et notamment celle de donner aux enfants qu'elles auront une meilleure éducation.

La modernisation et le développement inégal des zones urbaines par rapport aux zones rurales ainsi que l'exode rural accru qui en résulte influent déjà sur la population active des zones rurales qui se trouvent de ce fait privées de leur main-d'oeuvre. Ce phénomène, dit-on, est l'une des raisons de la réduction de la production alimentaire dans de nombreux pays en développement.

L'exemple égyptien cité plus haut est devenu la règle plutôt que l'exception dans nombre de pays africains pour ce qui concerne les perspectives d'emploi de la main-d'oeuvre croissante. Et ce malgré l'intention de la plupart des plans de développement de réaliser l'accroissement rapide de la population, seul moyen de fournir le potentiel de main-d'oeuvre nécessaire à un rapide développement socio-économique. En dehors de l'accroissement rapide du potentiel de main-d'oeuvre qui, de toute évidence, est plus rapide que la création de possibilités d'emploi, il existe aussi certaines lacunes fondamentales dans la structure des économies africaines qui sont loin de leur faciliter la création de possibilités d'emploi en nombre suffisant.

La première de ces causes c'est l'incapacité des systèmes d'éducation de doter la main-d'oeuvre des aptitudes actuellement nécessaires à l'industrie. Et même lorsque ces aptitudes peuvent être acquises, le nombre de ceux qui les acquièrent ne suffit généralement pas à répondre aux besoins de l'industrie. D'où il résulte ceci : alors que beaucoup de ceux qui ont bénéficié d'une certaine éducation restent sans emploi parce qu'ils ne possèdent pas les qualifications requises, beaucoup d'établissements industriels sont loin de disposer du personnel dont ils ont vitalement besoin. Puis ce sont les structures des émoluments et salaires qui n'encouragent pas beaucoup de jeunes gens à travailler dans certaines industries même s'ils possèdent les compétences requises. La structure des salaires dans nombre de pays est telle qu'elle incite les techniciens à abandonner leur propre profession et à accepter des positions non techniques qui continuent d'être beaucoup mieux rémunérées. Il faut signaler également la tendance à favoriser les entreprises à gros capitaux utilisant des moyens modernes qui font économiser la main-d'oeuvre, et risquent de priver d'emploi un grand nombre de travailleurs, plutôt que de favoriser les entreprises qui font appel à une forte main-d'oeuvre et qui emploieront beaucoup de travailleurs. C'est aussi la méconnaissance des ressources naturelles et de leurs usages; une dépendance excessive à l'égard des matières premières importées qui limite également les possibilités des gouvernements à créer suffisamment d'emplois pour la population. Enfin, et c'est tout aussi important, il y a la tendance au style de vie élitiste adopté dans de nombreux pays qui rend la population tributaire des produits importés au lieu de consommer les produits locaux. Cette tendance décourage la mise en place d'industries locales qui pourraient offrir des possibilités d'emploi à la population.

#### 4) Population et alimentation

Quant à la simple demande de produits alimentaires il est évident qu'une population en pleine expansion pose davantage de problèmes à l'économie et notamment au secteur agricole. Les problèmes découlent de la nécessité d'une part d'accroître beaucoup plus rapidement la production alimentaire afin de répondre à l'accroissement de la demande de la population, et de fournir d'autre part des emplois à la main-d'oeuvre croissante. Autre problème : ce n'est pas seulement de la quantité de produits alimentaires dont il faut tenir compte mais aussi des aspects nutritionnels de la demande croissante en produits alimentaires de la population également croissante.

Dans l'étude de la FAO intitulée : Agriculture : horizon 2000, il est dit encore qu'à l'échelon mondial la production alimentaire ait augmenté au rythme de l'accroissement de la population, dans un certain nombre de pays en développement,

elle est restée en arrière. Dans de nombreux autres pays de ce groupe, la production s'est accrue moins rapidement que la demande intérieure et les importations de produits alimentaires ont dû être grandement accrues pour satisfaire la demande. Il apparaît clairement aussi qu'une grande partie de la population actuelle, notamment les jeunes enfants des pays en développement, ne sont pas convenablement nourris du point de vue des besoins nutritionnels 1/. Pour de nombreux pays en développement donc, outre la nécessité de répondre aux impératifs de l'accroissement futur de la population, il y a aussi beaucoup de retard à rattraper en termes de quantité comme de qualité si l'on veut satisfaire aux besoins d'une population croissante.

Il est suffisamment prouvé que tous les problèmes mentionnés ci-dessus par la FAO s'appliquent dans une très grande mesure à l'Afrique. Aujourd'hui, ces problèmes, sous tous les angles, sont pires qu'il y a cinq ans, lors de cette déclaration de la FAO sur les pays en développement du monde. Pour ce qui concerne la demande, il est prouvé que la production alimentaire en Afrique ne suit pas le rythme de l'accroissement de la population. C'est ainsi que sur la base de tendances récentes alors que le taux annuel d'accroissement de la population passait de 2,6 p. 100 pour la période 1963-1970 à 2,8 p. 100 pour la période 1970-1977, l'augmentation de la production agricole brute tombait dans le même temps de 2,7 p. 100 par an à 1,4 p. 100. La FAO estime que le nombre absolu d'individus sous-alimentés ne cesse d'augmenter et qu'entre 1974 et 1976 ce chiffre avait atteint environ 22 p. 100 de la population totale du continent 2/. Les chiffres de la FAO indiquent aussi que durant la période 1963-1975 tandis que la population de l'Afrique augmentait au taux annuel moyen de 2,6 p. 100, la production agricole augmentait au taux de 2 p. 100 alors que la demande en produits alimentaires augmentait au taux de 2,6 p. 100. Selon les prévisions la tendance future devrait être encore pire. Ainsi donc, tandis qu'on escompte un taux d'accroissement d'environ 3 p. 100 pour la population, la production agricole augmentera au taux de 2,8 p. 100 alors que la demande en produits alimentaires augmentera de 3,7 p. 100 par an. Quant à l'Afrique la FAO explique que le problème est pire encore "en partie notamment à cause de l'accélération prévue de l'accroissement de la population".

Il ressort de certaines estimations, par exemple, que quantitativement parlant, le déficit de la production céréalière en Afrique ne cessera d'augmenter de 2 millions de tonnes en 1963 à 6,9 millions en 1975, à 24 millions en 1980 et à 44

---

1/ FAO, Agriculture: Toward 2000 (C 79/24), (horizon 2000) (C 79/24), juillet 1979 (Traduction libre).

2/ Idem.

millions en l'an 2000, ce qui réduira l'autosuffisance de l'Afrique en matière de production céréalière de 95 p. 100 en 1963 à 51 p. 100 en l'an 2000. La situation n'est guère meilleure pour ce qui est des besoins de la population en matière d'autres produits alimentaires et agricoles. Quant aux niveaux nutritionnels, la situation n'est pas meilleure non plus. De l'analyse de statistiques récentes effectuée par la FAO il ressort qu'un grand nombre de gens sont encore sous-alimentés même si leur pays dispose d'une quantité suffisante de nourriture pour satisfaire en moyenne les besoins nationaux. On pourrait signaler que pour ce qui est de la qualité nutritionnelle des aliments, il est absolument nécessaire d'augmenter en Afrique l'absorption de protéines en raison de la forte proportion de jeunes annoncée par ces tendances démographiques sur l'accroissement de la population en Afrique. Cependant, il est évident que la baisse du rapport d'autosuffisance en matière de production céréalière indiquée ci-dessus se retrouve également dans la production animale, dont la FAO estime qu'elle tombera de 116 p. 100 en 1963 à 102 p. 100 en l'an 2000. La FAO estime par ailleurs que le nombre de sous-alimentés devrait passer de 68 millions en 1975 à 81 millions en 1990 et à 110 millions en l'an 2000.

Le résultat de ces tendances en Afrique c'est l'augmentation constante de la dépendance sur les importations de produits alimentaires en provenance d'autres régions afin de compléter l'insuffisance des réserves nationales. On estime qu'entre 1962 et 1964 les importations de produits alimentaires ont coûté à l'Afrique environ 600 millions de dollars E.-U.. Ce chiffre a triplé (1844 millions) 1/ entre 1972 et 1974 et il devrait encore augmenter à moins d'un changement radical de la situation de la production alimentaire. Toujours d'après la FAO, les pauvres - qu'ils soient pays ou communautés - sont de plus en plus impatients d'avoir la possibilité d'améliorer leur sort. Des changements centrés sur l'alimentation devraient en conséquence se faire sentir. Selon la FAO, le premier défi c'est de réaliser une accélération sensible de la production alimentaire et agricole qui permettra à la fois d'obtenir les devises étrangères nécessaires à l'importation des facteurs de production et à l'amélioration des stocks alimentaires. D'où le problème de réaliser et maintenir un relèvement marqué de la productivité des travailleurs agricoles et des terres arables des pays en développement continuera d'être au centre des défis de demain. Le second défi c'est donc d'assurer que les pauvres seront à même de gagner suffisamment pour pouvoir acheter les produits alimentaires dont ils ont besoin. Cette obligation exigera que l'on prenne des mesures au niveau politique en général encore qu'on doive et qu'on puisse en prendre au niveau du secteur agricole 2/.

---

1/ FAO, Plan alimentaire régional pour l'Afrique ARC/78/5, 1978.

2/ FAO, Agriculture: Toward 2000 (C/79/24), juillet 1979 (horizon 2000), (traduction libre.)

Sans doute le facteur crucial n'a pas été le taux d'accroissement de la population lui-même, mais plutôt la façon dont les gouvernements ont réagi face à ces taux par l'aide à apporter aux paysans. Les gouvernements devront prendre toute une série de mesures, en vue notamment de fournir aux paysans l'infrastructure et les stimulants nécessaires, si l'augmentation de la demande créée par l'accroissement rapide de la population doit se traduire, pour les paysans, par un accroissement suffisant de la production alimentaire. Il est clair que beaucoup de pays en développement n'ont pas pu relever ce défi 1/. L'analyse et les conclusions de la FAO sur l'offre et la demande en produits alimentaires en Afrique rejoignent celles du Colloque de Monrovia qui préconisait des changements radicaux afin de pourvoir aux besoins de la population prévue, en vue d'éviter une instabilité politique imminente et réclamait en première priorité l'autosuffisance en matière de production alimentaire au cours de la prochaine décennie des Nations Unies en faveur du développement. Le désir de mettre en oeuvre cette politique est clairement exposé dans le projet de déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA élaboré à Monrovia en 1979.

Comme l'indique le Directeur général de la FAO dans sa préface au document intitulé : Agriculture : horizon 2000, "le fléau de la famine pourrait être éliminé si seulement les pays en développement faisaient des progrès sensibles dans le domaine de la production alimentaire et pourtant ceci ne saurait se réaliser totalement en cinq ou dix ans; tout ce qu'il faut, c'est un effort soutenu jusqu'à la fin du siècle. Il n'y a pas de technologie nouvelle sur laquelle compter, il n'y a pas de raccourcis" 2/.

1/ FAO, Agriculture: Toward 2000 (LC 79/24), juillet 1979 (horizon 2000), traduction libre.

2/ FAO, idem.



#### IV. UTILISATION DES VARIABLES DEMOGRAPHIQUES DANS LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La question à se poser c'est : comment les variables démographiques ont-elles été utilisées en Afrique dans la planification ? De l'étude des plans de développement 1960-1969, il ressort que l'on ne s'est pas tellement attaché aux variables démographiques ni à leur incidence sur le développement socio-économique et vice-versa. Du moins, ces corrélations n'ont-elles pas fait l'objet de l'analyse nécessaire qui aurait permis d'indiquer les incidences qu'elles pouvaient avoir sur les politiques et les programmes d'action établis pour la mise en oeuvre des plans de développement de la plupart des pays, méritant d'être considérés comme plans de développement coordonnés. D'ailleurs, la notion de planification de développement coordonnée ne prédominait pas encore dans la région d'Afrique.

Dans la plupart des plans, la seule mention de la population était la population totale que presque tous les pays considéraient comme faible du point de vue densités. Même là où les taux d'accroissement de la population étaient estimés élevés, ils n'étaient considérés souhaitables que du point de vue de l'accroissement de population qu'ils entraîneraient. Ils n'étaient par exemple pas considérés sous l'angle des augmentations rapides de la population d'âge scolaire que la plupart des gouvernements visaient à éduquer, dans certains cas aux frais de l'Etat. En conséquence, certains pays par exemple ont prévu l'éducation universelle obligatoire et gratuite pour se retrouver plus tard totalement dépassés par l'importance du volume de cette population pour la principale raison que le volume en question n'avait pas été évalué en tant qu'élément des données de base nécessaires dans toute planification.

Pour être juste envers les planificateurs, la plupart des pays ne disposaient pas des données adéquates. La plupart d'entre eux venaient d'accéder à l'indépendance et leur préoccupation première c'était de mettre sur pied des programmes visant l'amélioration du sort de leur peuple sans même réfléchir aux incidences que pourraient avoir en fin de compte sur les populations certains de ces programmes, dans l'intérêt desquelles ils étaient établis. Parfois, même lorsque quelques pays reconnaissaient par exemple les incidences d'un accroissement rapide de la population, ils prévoyaient quand même une expansion à grande échelle des moyens d'éducation sans relier l'expansion prévue aux ressources disponibles, soit par leur excès d'enthousiasme à améliorer le sort de leurs populations, soit parce qu'ils escomptaient des ressources qui finalement ne se matérialisaient pas. Seul, quelques rares pays ont suivi une certaine politique démographique limitée à certains aspects de la question dont ils pensaient qu'elle faciliterait la réalisation de leurs objectifs.

Il ressort d'une étude des plans de développement 1970-1979 entreprise par le secrétariat de la CEA et d'autres organismes <sup>1/</sup> que plus que par le passé un nombre accru des pays commencent à utiliser davantage de données démographiques et à tenir compte de leurs incidences sur la mise en oeuvre de leurs plans, c'est le cas notamment du Botswana, de l'Algérie, du Rwanda, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Tanzanie et de l'Ouganda dont les plans les plus récents contiennent manifestement plus de données démographiques et une analyse plus détaillée de certaines incidences des variables démographiques en vue de la réalisation des objectifs de leurs plans respectifs.

La Côte d'Ivoire, par exemple, est remarquable à cet égard si l'on compare son premier plan de développement à son plan 1976-1980. Alors que le plan précédent ne traitait guère que de la population totale et de son taux d'accroissement, le plan actuel offre une quantité de données sur la population totale et son accroissement, sur les taux de fécondité et de mortalité et leurs tendances dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, sur les mouvements de population tant internes qu'externes dont on sait qu'ils influent dans une grande mesure sur la population du pays, ainsi que sur la population active, les projections de la population totale sous deux hypothèses différentes, les projections de la population d'âge scolaire et de la population active ainsi que les incidences des migrations sur ces populations. Ce plan va jusqu'à déclarer la position officielle du Gouvernement sur les tendances démographiques. Le plan déclare qu'afin de résoudre les problèmes démographiques identifiés, les autorités ivoiriennes entreprendront constamment des recherches sur l'accroissement démographique afin d'harmoniser les intérêts et le bien-être des particuliers et de la nation et de protéger la mère et l'enfant grâce à une planification familiale volontaire; elles contrôleront également le volume et la tendance de l'immigration dans toute la mesure compatible avec le développement économique et social du pays. A cet égard, l'immigration dans le pays sera sélective et subordonnée aux impératifs de l'économie. Enfin, le Gouvernement a l'intention de réorienter les mouvements internes et externes de population selon le rythme du développement régional. Le deuxième plan de développement de la Tanzanie reconnaît que le taux d'accroissement de la population prévu dans le premier plan de développement était beaucoup plus faible que le taux réel et déclare que cette fausse hypothèse l'a empêchée de réaliser l'accroissement escompté du revenu par habitant.

---

<sup>1/</sup> B. Maxwell Stamper, Population Council, 1977. Population and Planning in Developing Nations - A Review of Sixty Development Plans for the 1970s (Population et planification dans les pays en développement - Examen de soixante plans de développement 1970-1979) (Traduction libre).

De même comme l'indiquent Stamper 1/ et une étude du secrétariat de la CEA, le Togo, le Tchad, le Rwanda, le Botswana, l'Algérie, le Sénégal et d'autres pays continuent de se préoccuper des questions démographiques dans leurs derniers plans de développement. Des pays comme le Tchad (1971-1980), le Togo (1976-1980), le Maroc (1973-1977), la Tunisie (1969-1973), le Sénégal (1977-1981), l'Ouganda (1969-1971) et la Haute-Volta (1972-1976) fournissent des données sur la population totale et son accroissement, des projections démographiques durant la période de validité de ces plans, des estimations de la population d'âge scolaire, de la population active etc. Certains comme le Rwanda, font suivre ces données de l'analyse des incidences des tendances démographiques sur le rythme du développement.

Malgré ces tendances encourageantes, d'importantes améliorations sont encore nécessaires. Le secrétariat de la CEA soutient que pour une bonne planification il faut nécessairement inclure dans les plans de développement des données démographiques et notamment leurs tendances au cours de la période de validité des plans en question et même les incidences de ces tendances sur les objectifs de ces plans. Il est difficile de comprendre comment un plan pourrait prévoir l'éducation universelle gratuite et obligatoire dans un pays sans connaître le nombre d'élèves et d'enseignants prévus, ce qui permettra d'estimer le coût des salles de classe, du matériel et équipement des enseignants nécessaires. Dans sa note présentée à la Conférence mondiale de la population, l'UNESCO remarque qu'une estimation du nombre d'enfants non admis à l'école et des incidences financières de leur prise en charge peut provoquer, dans les pays africains, les réformes de l'enseignement permettant de satisfaire les besoins d'un plus grand nombre 2/.

Le fait que les variables démographiques n'interviennent pratiquement pas, voire même pas du tout, dans la planification du développement en Afrique, peut s'expliquer par diverses raisons ou causes telles notamment l'absence de données pertinentes qui, en dépit d'améliorations récentes, se caractérisent encore par de nombreuses lacunes qu'il convient de combler avant de pouvoir utiliser ces données pour réaliser le genre d'analyses complexes qu'exige la planification du développement. Même si les données sont recueillies, rares sont les pays de la région qui les utilisent actuellement aux fins d'analyse, pour évaluer notamment les incidences de ces données sur le développement socio-économique. A ces deux lacunes, il faut ajouter la pénurie d'un personnel autochtone

---

1/ B. Maxwell Stamper, Population Council, 1977, Population and Planning in Developing Countries - A Review of sixty development plans for the 1970s. (Population et planification dans les pays en développement - Examen de soixante plans de développement, 1970-1979) - Traduction libre.

2/ UNESCO - Idem.

suffisamment formé, à même de procéder à la collecte des données et en faire l'analyse approfondie qu'elles exigent et le manque de ressources qui contribue à perpétuer cet état de fait. Un autre facteur important qui explique, en partie, la situation actuelle, c'est que les planificateurs ont tendance à voir les choses d'un point de vue essentiellement économique et à laisser parfois de côté d'autres variables importantes qui peuvent avoir un rôle dans toute tentative en vue d'améliorer le bien-être de la population, qui en est à la fois l'agent d'exécution et le bénéficiaire. D'une façon générale, les planificateurs et les démographes ont toujours eu tendance à travailler chacun de leur côté au lieu d'unir leurs efforts dans un même objectif.

L'opinion généralement répandue que la population de l'Afrique est numériquement peu importante, et que les indices bruts de densité actuels sont très faibles, a également souvent donné à penser que les problèmes démographiques n'existaient pas. Beaucoup, en effet, en sont venus à considérer que les problèmes démographiques sont uniquement d'ordre numérique, que l'on qualifie aujourd'hui d'"explosion démographique". Ce qui a en partie contribué à enraciner cette conception erronée c'est que au fait les études et les questions démographiques n'ont commencé à être reconnues en Afrique qu'au moment où dans le monde entier, on n'entendait parler surtout que d'"explosion démographique", d'accroissement rapide de la population et de la nécessité d'y mettre un frein. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui n'ont pas vu par exemple, que même la répartition très clairsemée de la population en Afrique pouvait créer des problèmes dans le cas du choix d'implantation de projets de développement et, même parmi des africains les mieux intentionnés, nombreux sont ceux pour qui l'intégration de variables démographiques dans la planification équivalait en fait à un "contrôle des naissances", qui, de l'avis de beaucoup, n'a rien à voir avec l'Afrique.

## V. L'AVENIR

Ainsi qu'il a déjà été indiqué dans les parties précédentes de cette note, tout tend à démontrer que la dynamique de la population est, pour une large part, à l'origine des difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les pays africains désireux d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. La composition par âge de la population et l'accroissement démographique résultant d'un taux élevé de fécondité et d'une baisse de la mortalité, la répartition de la population qui est en partie déterminée par la répartition inégale du développement entre zones urbaines et zones rurales et entre différentes régions du pays, ainsi que la distribution géographique des ressources naturelles telles les terres fertiles, l'eau et d'autres possibilités ou aléas de l'environnement sont autant de secteurs qui tous dans une très large mesure ont favorisé à la fois les possibilités de développement et les problèmes socio-économiques. On a déjà amplement

démontré, qu'à moins qu'on n'adopte de nouvelles mesures radicales pour résoudre les problèmes déjà identifiés, l'avenir du développement socio-économique en Afrique ne sera pas plus brillant que par le passé.

La population continuera de croître, à un rythme toujours plus rapide, grossissant d'autant le nombre des déshérités et des mécontents au sein de la population. L'accroissement continue de la population entraînera l'augmentation de la population d'âge scolaire et du potentiel de main-d'oeuvre, c'est-à-dire du nombre de personnes auxquelles il faudra fournir des emplois. Même si certains pays connaissent un vieillissement de leur population, comme dans le cas de la Tunisie où le taux de fécondité est déjà en régression, ce phénomène ne se traduira que par une réduction nette, encore que pas très sensible de la population d'âge scolaire, tout en accroissant, par ailleurs, considérablement le potentiel de main-d'oeuvre.

Le développement socio-économique contribuera sans doute à aggraver encore les problèmes démographiques du continent puisque l'amélioration des conditions de vie entraînera, dans un premier temps, une forte baisse du taux de mortalité qui, conjuguée à un taux de fécondité élevé, se traduira par une augmentation du taux d'accroissement de la population. Il conviendra alors d'accroître les moyens d'éducation ce qui, comme nous l'avons démontré, suppose une réforme radicale du système d'éducation actuel. Au fur et à mesure de l'augmentation du nombre de femmes instruites le potentiel de main-d'oeuvre s'accroîtra plus rapidement, et l'économie se trouvera davantage contrainte à fournir de nouveaux emplois. Il faudra alors investir davantage dans des entreprises plus productives. Tout le problème tient au fait que les politiques de développement actuellement appliquées ne permettent et ne permettront pas d'assurer à une population qui s'accroît sans cesse plus rapidement en Afrique, les hôpitaux, les écoles, l'alimentation, les logements et emplois nécessaires.

#### VI. RECOMMANDATIONS POUR SUITE A DONNER

La stratégie pour la région africaine dans le cadre de la Stratégie internationale pour le développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, adoptée par la Conférence des ministres de la CEA, lors de sa cinquième réunion, à Rabat, en 1979, recommandait expressément aux pays africains de prendre en ligne de compte les éléments suivants 1/ :

- le taux élevé d'accroissement de la population dans de nombreux pays africains;
- le rythme rapide de l'urbanisation anarchique;
- les taux élevés de mortalité et de fécondité;

---

1/ Résolution de la CEA no. 332(XIV), Annexe IX.

- Les déficits constatés dans les moyens de satisfaire les besoins d'un grand nombre en matière de santé, d'éducation, de logement, d'alimentation, d'emploi, etc.;
- l'inégalité des possibilités de développement et d'utilisation des capacités potentielles des femmes et des jeunes en tant que moyen d'accélérer le rythme du développement socio-économique en Afrique.

Il était également recommandé qu'afin de traiter correctement des problèmes démographiques énumérés ci-dessus, le programme d'action suivant soit adopté et mis en oeuvre en collaboration avec le secrétariat de la CEA et d'autres organisations internationales :

- amélioration des données démographiques moyennant des recensements réguliers de la population et des logements et des études démographiques périodiques;
- développement et amélioration des systèmes d'enregistrement des actes d'Etat civil de manière à couvrir l'ensemble de la population;
- analyse judicieuse des données recueillies lors de recensements, enquêtes et enregistrement des actes d'Etat civil;
- élaboration et mise en oeuvre de politiques démographiques dans le cadre des plans de développement;
- création de services spéciaux au sein des organismes de planification chargés de procéder à une analyse judicieuse des données démographiques, ainsi qu'à l'élaboration de politiques démographiques appropriées dans le cadre des plans de développement, conformément aux recommandations du Plan d'action mondial pour la population;
- formation, dans le cadre d'instituts démographiques nationaux et régionaux, d'un personnel autochtone chargé de procéder à la collecte et à l'analyse des données et entreprendre toute recherche utile permettant d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques démographiques dans le cadre de la stratégie générale de développement;
- collaboration plus étroite entre statisticiens et démographes, d'une part, et planificateurs, d'autre part, afin de s'assurer que l'utilisation des données et les politiques en matière de population répondent aux besoins du pays.

Dans les autres secteurs du développement socio-économique, de nouvelles mesures radicales devront également être adoptées afin de tenir compte des incidences de la dynamique de la population. A cet effet, les recommandations ci-après pourraient être envisagées :

Il conviendra de réformer radicalement le système d'éducation afin de permettre d'atteindre la majorité de la population qui a besoin d'être éduquée; de même le contenu de l'éducation devrait être radicalement révisé afin de doter la population des compétences nécessaires afin de rendre plus productive la future main-d'oeuvre. Il conviendra même de revoir les politiques en matière de travail, d'emploi et de salaires afin d'encourager la population à acquérir les compétences nécessaires au développement rapide de l'économie.

Les politiques en matière de santé devront être radicalement modifiées afin de permettre à la majorité de la population d'avoir accès aux soins fondamentaux de santé primaire et de garantir par là une plus grande productivité de la main-d'oeuvre. A cet égard, on ne saurait laisser de côté le système de formation du personnel sanitaire et ne pas se préoccuper de l'approvisionnement en eau potable, de l'amélioration des conditions sanitaires, de l'hygiène du milieu, de l'habitat et d'une alimentation plus riche et équilibrée. Il est évidemment fondamental d'assurer une alimentation meilleure et suffisante. A cette fin les pays devront redoubler d'effort afin de réduire davantage leurs importations de denrées alimentaires et se rendre autant que possible autonomes dans ce domaine afin de réserver les devises qu'ils consacraient à l'importation de denrées alimentaires aux importations des biens indispensables à l'accélération de leur développement socio-économique. Afin de maintenir les ouvriers agricoles dans les zones rurales productrices de denrées alimentaires, il conviendrait de mettre l'accent sur le développement dans les zones rurales des services de base nécessaires afin d'endiguer l'exode rural vers les zones urbaines où se trouvent pour l'instant concentrés ces services. Les politiques industrielles devraient viser à assurer une répartition plus égale du potentiel de main-d'oeuvre à l'intérieur des pays au lieu d'inciter les travailleurs à se concentrer dans un petit nombre de zones en quête d'emploi et contribuer ainsi à congestionner les services existants dans ces quelques zones. Dans le domaine industriel, les gouvernements devraient encourager les entreprises à utiliser, autant que possible, les matières premières locales de préférence aux matières premières importées; il faudrait également favoriser les entreprises à haut coefficient de main-d'oeuvre afin de fournir autant d'emplois que possible à une population croissante de préférence à une industrie pas trop mécanisée qui offre relativement peu d'emplois à la main-d'oeuvre disponible.

Si les perspectives d'avenir ne semblent pas actuellement très brillantes, on pourrait cependant les rendre un peu plus brillantes qu'on ne le prévoit actuellement. Toutefois sans le désir ou le courage, sur le plan politique ou autre, de prendre des mesures radicales, la dynamique de la population ne fera vraisemblablement que compliquer les problèmes de développement de l'Afrique au lieu de fournir le potentiel de développement que de nombreux dirigeants africains voient dans l'accroissement rapide de la population de notre continent. La nécessité de procéder à une modification radicale des méthodes de développement ne sera bien comprise que si le planificateur explique aux dirigeants africains afin qu'ils prennent en ligne de compte, dans leurs plans de développement, le potentiel démographique et les problèmes qu'opposent à un développement accéléré les tendances démographiques et qu'il leur montre comment ces tendances peuvent être corrigées dans l'intérêt de la population. Il est inutile, par exemple, de prévoir l'institution d'un enseignement primaire gratuit et obligatoire si l'on sait que, dans le système actuel, il faudra, pour réaliser ce projet, mobiliser pratiquement toutes les ressources du pays pour le seul enseignement primaire. Ce genre de projet ne peut être réalisé que par une utilisation judicieuse, au cours du processus de planification, des données dont on dispose afin de pouvoir estimer le coût réel de tout programme de développement envisagé. Faute d'appliquer ce genre de méthodes l'impulsion nécessaire aux réformes radicales préconisées pour l'Afrique lors du colloque de Monrovia sur les perspectives futures de développement de l'Afrique à l'horizon 2000 sera encore différée, ce qui à son tour différera les mesures à prendre, contribuant ainsi à accélérer l'éclatement des troubles politiques et, en fait, des troubles sociaux ainsi que le Colloque de Monrovia avait prévus et à juste titre annoncés en Afrique.

- - - - -